



Organisation
internationale
du Travail

► Bureau d'évaluation



i-eval Discovery



« EMPLOIS VERTS POUR LES JEUNES FACE A LA CRISE DES REFUGIES DANS LE NORD DE LA COTE D'IVOIRE »

INFORMATIONS RAPIDES

Pays: Côte d'Ivoire

Date à laquelle l'évaluation a été complétée par l'évaluateur: 17 April 2026

Type d'évaluation: Project

Horaire d'évaluation: Final

Mode d'évaluation: Interne

Bureau administratif: CO-Abidjan

Bureau technique: ROAF

Gestion d'évaluation: Clara Ramaromanana

Nom(s) de l'évaluateur: Kouman Atta Kobenan Elisée

Code du project: CIV/24/02/JPN

Donateur(s) & budget: Japon, 1,000,000 USD

Mots clés: agriculture, emploi des jeunes, emplois verts, développement économique local, lutte contre la pauvreté, inclusion sociale, formation

Cette évaluation classée comme « évaluation interne » dans la nomenclature des types d'évaluation du BIT a suivi un processus d'évaluation formalisé géré par un officier de l'Unité Régionale de Programmation du Bureau Régional de l'Afrique du BIT. Le but des évaluations internes sert largement l'apprentissage organisationnel.

CONTEXTE

Résumé du but, de la logique et de la structure du projet

Le projet « Emplois verts pour les jeunes en réponse à la crise des réfugiés au Nord de la Côte d'Ivoire » s'inscrit dans le contexte particulièrement fragile (défi sécuritaire et socio-économique) de la région du Tchologo, au nord de la Côte d'Ivoire. Face aux défis du manque d'emplois décents, à l'afflux massif des réfugiés provenant des pays frontaliers et aux risques de tensions intercommunautaires, l'Organisation Internationale du Travail (OIT), avec l'appui financier du gouvernement du Japon, a mis en œuvre le projet de mars 2025 à mars 2026. Cette approche ayant fait ses preuves scientifiques dans la restauration des terres agricoles promet également de créer des emplois verts locaux pour les jeunes et les femmes, en se positionnant comme un vecteur de cohésion sociale.

Le projet vise à promouvoir des opportunités d'emplois décents pour les personnes défavorisées de la région de Tchologo grâce à l'introduction de la technologie du biochar, en se concentrant sur les jeunes (femmes et hommes). Le biochar a été identifié comme une approche écologique durable améliorant la fertilité des sols, les rendements agricoles, favorisant la séquestration du carbone et contribuant ainsi à une agriculture durable.

La stratégie du projet consiste à identifier, former et équiper 24 unités commerciales de production, regroupant conjointement des membres des communautés hôtes et des réfugiés afin de favoriser la cohésion sociale. En termes de moyens d'action, le projet a déployé un renforcement de capacités techniques (via l'ONG YANAYI), un appui socio-organisationnel et entrepreneurial basé sur l'approche *Farmer Business School* et les outils COOP de l'OIT (via l'ANADER), et s'est adossé au secteur privé (SECO/Olam Agri) pour la sélection des bénéficiaires, la sensibilisation et la mobilisation communautaire. Sur le plan géographique, le projet couvre les départements de Kong et Ouangolodougou dans la région du Tchologo, et la gestion est assurée par le Bureau Pays de l'OIT à Abidjan, financé par le budget supplémentaire du Gouvernement du Japon.

Situation actuelle du projet	À la fin de son cycle d'exécution, le projet affiche un état d'avancement dépassant largement ses objectifs quantitatifs. Initialement prévu pour toucher 120 bénéficiaires, le projet a finalement formé et appuyé directement 338 personnes dont 189 femmes regroupées au sein des 24 unités de production. Aujourd'hui, toutes les unités sont pleinement fonctionnelles et autonomes sur le plan de la production. Les équipements de carbonisation (fûts <i>Drum Pyrolyser</i>), les tricycles et les équipements de protection individuelle (EPI) ont été distribués et effectivement utilisés. La production de masse a démarré avec la période post-récolte, et des activités complémentaires (compostage, briquettes) ont été initiées pour générer des revenus en saison creuse.
But, destinataire et portée de l'évaluation	L'objectif principal de l'évaluation est de fournir des preuves concrètes sur la pertinence, l'efficacité, la cohérence, l'efficience, l'impact et la durabilité du projet. Il vise également à documenter les leçons tirées et les bonnes pratiques émergentes dans l'utilisation du biochar comme levier pour la création d'emplois verts, la résilience climatique et la cohésion sociale dans une zone fragile. L'évaluation s'adresse principalement au Bureau Pays de l'OIT et à ses mandants tripartites, au Gouvernement du Japon (donateur), ainsi qu'aux partenaires d'exécution (ANADER, ONG YANAYI, SECO, HCR) et aux autorités locales. La portée couvre l'intégralité du cycle de mise en œuvre et se concentre géographiquement sur la région du Tchologo (Ouangolodougou, Diawala, Kong), en évaluant sur la base des critères de l'OCDE/CAD ainsi que les thèmes transversaux de l'OIT (genre, inclusion, dialogue social, normes de sécurité).
Méthodologie de l'évaluation	L'évaluation a adopté une approche méthodologique principalement qualitative et la prise en compte des données quantitatives issues des rapports de suivi. L'approche a été inclusive et participative. La collecte de données a reposé sur : 1) une revue documentaire approfondie (documents-cadres, rapports de progrès, documents de projets, bases de données) ; 2) des entretiens avec 18 informateurs clés (KII) impliquant le personnel de l'OIT, les représentants de l'ANADER, de l'ONG YANAYI, du HCR, des autorités locales et de SECO ainsi qu'un atelier de consultation des partenaires de mise en œuvre ;

3) l'organisation de 12 discussions de groupe (Focus Groups - FGD) avec les bénéficiaires sur les sites de production, en veillant à interroger spécifiquement les femmes, les jeunes et les réfugiés ; et 4) des observations directes sur le terrain via une grille d'observation des unités.

La principale limitation rencontrée a été la contrainte sécuritaire de la zone frontalière et la barrière linguistique qui a nécessité des ajustements méthodologiques minutieux lors des visites de terrain.

Résultats principaux et Conclusions

Dans l'ensemble, l'exécution du projet a démontré un succès retentissant et très pertinent, ayant su transformer un défi environnemental et migratoire en une opportunité socio-économique tangible.

Le biochar permet de sécuriser, de fertiliser et de verdir la chaîne d'approvisionnement agricole. Pour des entreprises comme SECO/Olam Agri ou Mitsubishi, il s'intègre parfaitement dans une stratégie d'agriculture régénératrice certifiée (ex: standard regenagri®). L'utilisation du biochar permet à ces acteurs de produire un coton « bas carbone » et de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre.

L'application du biochar permet aux producteurs de réduire leurs achats d'engrais chimiques (NPK) tout en bénéficiant d'une augmentation potentielle de leurs rendements agricoles de 20 à 30 %.

- **Pertinence** : Le projet est fortement aligné avec les besoins urgents des populations locales face à l'appauvrissement des sols et à la rareté de l'eau, ainsi qu'avec les cadres internationaux incluant le Cadre de coopération des Nations Unies (UNSDCF 2021-2025), les ODD (1, 8, 13 et 16) et les engagements de la TICAD 8 et les stratégies nationales (PND 2021-2025, CDN 2030). L'introduction de la technologie de fûts de carbonisation constitue un choix technologique novateur et a été déterminante pour susciter l'adhésion massive.
- **Cohérence** : Une forte complémentarité a été observée avec d'autres initiatives de l'OIT (Dimension sociale de la transition juste, ProAgro YOUTH, ACCEL Africa, ENACTE) et

avec les efforts des acteurs locaux (HCR, Agence Emploi Jeunes), garantissant une transition écologique inclusive.

- **Efficacité** : Les résultats ont largement dépassé les prévisions (338 bénéficiaires atteints contre 120 prévus). L'intégration des femmes a été exceptionnelle (56% de l'effectif contre 40 % visé), ces dernières ayant assumé un véritable leadership dans la production. Le projet a généré une dynamique inattendue de fusion spontanée des unités de production, où des villages entiers se sont mobilisés de façon communautaire autour des fours. Les formations ont été globalement efficaces grâce à une approche intégrée combinant compétences techniques, sécurité et santé au travail, ainsi que renforcement des capacités organisationnelles. Elles ont permis aux bénéficiaires de maîtriser la production et la valorisation du biochar tout en développant les bases de gestion nécessaires à la viabilité de leurs activités.
- **Efficience** : Le rapport coût-efficacité est optimal, l'équipe d'implémentation ayant réussi à former et équiper plus du double des bénéficiaires avec le budget initial grâce à la collaboration avec les partenaires basés dans la région et une mutualisation intelligente des ressources.
- **Impact et Durabilité** : Bien que la commercialisation du biochar n'ait pas encore atteint sa pleine maturité, le projet génère déjà un impact économique indirect fort en permettant aux producteurs de réduire de moitié leurs achats d'engrais chimiques. Sur le plan social, le travail conjoint a agi comme un puissant catalyseur de paix et de cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés hôtes. La durabilité technique est assurée par la simplicité de la technologie de production, mais la viabilité économique totale (notamment l'accès au marché des crédits carbone) requiert un accompagnement continu au-delà de la fin du projet.

RECOMMANDATIONS, LEÇONS APPRISSES ET BONNES PRATIQUES

Principales recommandations et suivi

1. Capitaliser et mettre à l'échelle les acquis sociaux, économiques et environnementaux :

Le Bureau de pays de l'OIT devrait élaborer une seconde phase de mise à l'échelle afin de consolider les acquis et renforcer la durabilité du projet. Cette phase devrait prioriser le renforcement et la structuration de la chaîne de valeur du biochar, l'intégration de l'éducation financière et de mécanismes de finance adaptés au contexte rural, l'extension géographique du projet sur la base des biomasses disponibles localement, ainsi qu'un ciblage d'au moins 50 % de femmes accompagné de mesures facilitant leur accès au foncier, au crédit, au leadership et à la gestion d'entreprise. En parallèle, l'OIT devrait mobiliser les financements nécessaires à cette phase de mise à l'échelle en concertation avec les ministères concernés (Jeunesse, environnement, emploi, solidarité nationale, famille et femme), l'Ambassade du Japon et les autres bailleurs potentiels.

2. Renforcer les infrastructures logistiques de base : Le Gouvernement et les parties prenantes doivent envisager des investissements structurels essentiels réclamés par les bénéficiaires, en particulier des forages pour l'accès à l'eau (pour pallier le stress hydrique), des magasins de stockage pour protéger la production des intempéries, et des outils semi-mécanisés (ex: débroussailleuses) pour réduire la pénibilité de la collecte et du traitement de la biomasse.

3. Faciliter l'accès aux terres et matières premières pour les réfugiés : Mener un plaidoyer actif avec les autorités locales et coutumières pour négocier et garantir un accès pérenne et sécurisé aux ressources (terres cultivables et biomasse) pour les unités situées au sein ou à proximité des camps de réfugiés (ex: Nioronigué)

4. Mettre à l'échelle et institutionnaliser l'approche : Appuyer l'ANADER dans sa volonté d'intégrer le module technique de production du biochar dans la formation standard de tous ses techniciens agricoles au niveau national.

5. Capitaliser sur les synergies inter-agences: Créer des synergies stratégiques interagences (par exemple UNICEF), et

Principales leçons apprises et bonnes pratiques

s'appuyer sur la Banque Africaine de Développement (BAD) pour intégrer le projet dans le Document de Stratégie Pays (DSP) afin de cibler les guichets de financement climatique existants (ex: GGGI).

- **Leçons apprises :**
 - Une multiplication du modèle de ce projet à l'échelle et dans le temps permettra d'adresser durablement les défis agricoles et en matière d'emplois dans la région et de contribuer à faire ressortir les avantages économiques pour le marché carbone
 - L'intégration de groupes vulnérables (réfugiés) dans une chaîne de production agricole nécessite de résoudre en amont la question de l'accès sécurisé à la terre et à la matière première.
 - La forte participation des femmes : le choix de cibler les femmes est un vecteur de mobilisation à grande échelle.
- **Bonnes pratiques émergentes:**
 - **Le choix technologique adapté (Drum Pyrolyser) :** Le choix des fûts métalliques, en complément de la technique «Kon tiki», a été le vecteur de l'appropriation massive du projet, notamment en levant les barrières physiques pour la participation des femmes.
 - **L'outil de production comme ciment social :** La création d'unités mixtes (réfugiés/hôtes) réunies autour d'un équipement commun a naturellement forcé la collaboration, favorisant l'entraide et brisant les préjugés, faisant de l'emploi vert un formidable outil de *peacebuilding* (consolidation de la paix).
 - **L'intégration d'activités de contre-saison :** L'introduction de la fabrication de briquettes de biocharbon et du maraîchage rapide s'avère une excellente stratégie pour maintenir l'engagement et garantir des revenus continus lors des périodes de soudure, où la biomasse principale (coton) fait défaut.